ZONE DE POLICE DE CHARLEROI
« COP WITHOUT BORDERS »

LAURENT VAN DOREN,
CHEF DE CORPS,

ET DAVID QUINAUX,
PREMIER INSPECTEUR PRINCIPAL

« S'ENRICHIR DES DIFFÉRENCES ET ÉVITER DE TOMBER DANS L'INDIFFÉRENCE »

La zone de police monocommunale de Charleroi est la seule zone wallonne à participer, depuis 2020, au projet « CoP without borders », piloté par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM - Nations Unies), qui tente de combattre la discrimination. Pour la zone de police, il s'agit donc d'améliorer au quotidien le traitement des plaintes et délits de haine grâce à un réseau de 23 policiers relais formés à cette fin. Dans la foulée, un comité intercommunautaire, nommé « Copmittee », a été créé et des actions communes entre policiers et jeunes issus de minorités ont été organisées jusque juin de cette année. Laurent Van Doren, Chef de corps, et David Quinaux, Premier Inspecteur principal, nous révèlent ici leur souhait de voir le projet pérennisé avec d'autres zones de police wallonnes.

Monsieur Quinaux, vous êtes porte-parole de la zone et policier de référence concernant la discrimination et les délits de haine. C'est dans ce contexte que vous avez mis en place le projet «CoP without borders ». Pouvez-vous nous en dire plus à ce sujet ?

David Quinaux : Le projet fonctionne grâce à des fonds attribués par la Commission européenne dans le cadre de la citoyenneté et de l'égalité. Ils sont destinés à cinq zones de police qui se sont regroupées et qui sont pilotées par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), qui est le coordinateur du projet. Il s'agit des zones de police d'Anvers, de Gand, de Bruxelles-Nord, de Bruxelles-Capitale, d'Ixelles et de Charleroi, qui est donc la seule zone de police wallonne participante. Ce projet s'étend d'avril 2021 à juin 2023. Nous avons axé notre participation sur l'amélioration du traitement des plaintes pour discriminations et délits de haine par une campagne médiatique et l'activation d'un réseau de 23 policiers-relais. Nous avons aussi mené des actions communes entre policiers et jeunes issus des communautés en créant un « CoPmittee », un comité intercommunautaire qui se réunit mensuellement et organise des activités pour les jeunes et les policiers trimestriellement.

Quel est le but recherché ?

David Quinaux : Ce projet était axé sur trois finalités. La première concernait la diversité au sein même des services de police, ce qui a nécessité un travail au niveau du recrutement.

Le deuxième point était l'amélioration du traitement des plaintes liées à des discriminations ou à des délits de haine. Enfin, le troisième consistait en des actions de *community policing* avec les communautés et les minorités visibles. Ce fut un travail de longue haleine, mais Charleroi a l'avantage d'être un « grand village » où tout le monde se connaît. Je n'ai donc pas vraiment eu de difficultés à mettre en place un comité intercommunautaire. Nous avons ainsi pu constater qu'il existe une différence de perception genrée, les filles n'ayant pas la même vision des policiers que les garçons. Cette vision est également différente selon la communauté. Une fois que l'on commence à échanger, on commence à découvrir et à apprécier l'autre dans toutes ses différences. C'était vraiment le but. Ce projet s'est terminé en juin et nous aimerions organiser une rencontre entre cinq jeunes issus de chaque communauté et les cinq zones de police afin qu'ils puissent échanger sur leurs différentes expériences.

Comment fonctionne le *CoPmittee* que vous avez créé à Charleroi ?

David Quinaux : Notre *CoPmittee* est composé de représentants des communautés turque, marocaine, algérienne, africaine, libanaise, migrantes et primo-arrivantes, de jeunes et de sympathisants LGBTQIA+. Notre première activité commune consistait en un escape game géant dans le parc de Monceau-sur-Sambre, avec un final au Château. Nous avons ensuite organisé un atelier de cuisine du monde où chaque communauté a partagé un plat avec les autres, de même que chaque table réalisait un dessert d'une autre communauté. Ensuite, une semaine gratuite de stage audiovisuel et artistique a été organisée à la Maison de la Presse de Charleroi. Vingt jeunes ont réalisé les scénarios et repérages, puis ont tourné deux courts-métrages et un making-of avec trois policiers de l'intervention. Ce stage audiovisuel a permis à ces jeunes de tisser des liens et de pouvoir échanger de façon ludique, afin de déconstruire, de part et d'autre, les stéréotypes et permettre ainsi d'avoir une image plus positive les uns des autres. Ce fut un grand succès et nous tenterons de pérenniser ce beau projet à l'avenir, tant il apporte un vent positif, au travers du *CoPmittee* désormais formé en association de fait.

C'était aussi l'occasion de donner aux jeunes une autre vision de la police…

David Quinaux : Oui, tout à fait. Les policiers sont des êtres humains avec leurs forces, leurs faiblesses, leurs qualités et leurs défauts. Je pense que, pour une zone de police, c'est l'occasion de se mettre un peu « à nu ». Le fait de nous rapprocher des gens leur rappelle que nous sommes une police principalement locale, et donc proche des gens. Charleroi est constituée en une zone monocommunale, ce qui en fait une grande structure. C'est quelque part une sorte d'usine et cela nous permet de nous rapprocher de notre population, et en particulier de la population la plus précarisée et vulnérable. Nous avons fait un grand pas vers les communautés et cela nous a aidés à prévenir certains problèmes. Nos messages trouvent donc une oreille bienveillante.

Monsieur Van Doren, en tant que Chef de Corps, ce genre d'initiative vous semble-t-elle essentielle aujourd'hui ?

Laurent Van Doren : J'ai évidemment une vision plus stratégique. Je pense donc que les services de police ont pour mission de veiller au respect des libertés et des droits fondamentaux et à l'exercice d'une société démocratique. Dans ce cadre, nous sommes donc attentifs à l'égalité et à la non-discrimination, qu'elle soit liée au sexe, à l'origine, à la nationalité ou aux langues. Et il faut s'investir dans des projets en vue de promouvoir effectivement ces libertés fondamentales, et ce en tenant compte de trois volets essentiels. Tout d'abord, il est nécessaire d'effectuer un travail d'introspection au sein même du corps de police et d'examiner la manière dont les policiers s'assurent du respect de la législation, du respect de l'autre, qu'il s'agisse du citoyen carolorégien, mais aussi des collègues. Ensuite, nous devons rechercher des partenaires, au sein de la ville et de la société civile, avec qui l'on pourrait travailler. Nous allons ainsi à la rencontre des différentes communautés pour y rechercher des relais et structurer des réunions dans lesquelles on peut obtenir une adhésion à un projet commun en termes de lutte contre la discrimination. Enfin, le troisième aspect, une fois des accords conclus avec des partenaires locaux, c'est de se demander comment collaborer et promouvoir cette vision avec d'autres zones de police. Nous sommes donc aujourd'hui à la recherche d'autres zones qui pourraient, elles aussi, participer au programme que nous avons développé ces dernières années. Avis aux amateurs…

Comment ce projet a-t-il été accueilli par les élus locaux ?

Laurent Van Doren : Chaque année, nous rédigeons un rapport détaillé sur l'ensemble des activités en matière de lutte contre les discriminations. Nous avons des échanges assez étroits avec, notamment, l'échevine de l'Égalité des chances, et nous avons travaillé, au-delà du projet de loi, sur l'élaboration du plan communal en matière d'égalité des chances. Tout cela fait donc partie d'un contexte réfléchi avec la Ville. J'ai toujours considéré que la zone de police n'est pas le seul acteur de la sécurité, c'est juste l'un des maillons de la sécurité. Nous devons donc collaborer avec les partenaires de la société civile et les partenaires institutionnels, dont la Ville, bien entendu.

Lors de la concrétisation de ce projet, votre œil extérieur vous a sans doute permis de remarquer certains détails…

Laurent Van Doren : J'ai en effet appris pas mal de choses. J'ai un peu participé aux activités proposées et des

échanges intéressants ont eu lieu entre les policiers et les jeunes, mais aussi entre les communautés. En fait, ce qui fait peur, c'est la crainte et la méconnaissance de l'autre. Il faut donc apprendre à se connaître pour faire tomber les barrières qui nous séparent. Il faut s'enrichir des différences et éviter de tomber dans l'indifférence. L'indifférence, pour moi, c'est conserver ses œillères et négliger l'ouverture au monde.

C'est ce qui est le plus important, finalement…

David Quinaux : C'est important. C'est pourquoi j'ai fait le tour de toutes les communautés. J'ai pris mon bâton de pèlerin, mon ordinateur et mon projecteur pour aller, seul, à leur rencontre et leur présenter le projet, leur rappeler leurs droits et leurs devoirs face à la police. Je leur explique que, durant mes trente ans de carrière à Charleroi, je n'ai jamais connu de violences policières avec des personnes qui collaborent. La collaboration, c'est une approche de communication opérationnelle ou situationnelle qu'il faut apprendre à ces jeunes qui, parfois, sont opposés à l'ordre qui leur est donné. Il faut alors leur rappeler que la police, dans certaines situations, est à même de devoir donner des ordres, des instructions claires qui doivent être exécutées. Il suffit donc de leur expliquer et une fois que cela est fait, et qu'on les a mis à notre place grâce à des jeux de rôle, ils comprennent mieux. À partir de là, tout est possible.

Si des zones de police s'intéressent à votre projet, quels conseils leur donneriez-vous ?

David Quinaux : Il ne faut pas avoir peur de s'engager dans ce type de projet. L'OIM facilite grandement le processus et c'est une plus-value. La lourdeur administrative ne fait pas partie de l'équation. Pour le reste, il faut à tout prix prendre conscience que la lutte contre les discriminations rapproche les différentes communautés, qu'elles en ont besoin et qu'elles ont aussi besoin de bénéficier d'une police proche. L'une des choses nous desservant beaucoup, en particulier sur les réseaux sociaux, c'est la polarisation. Il est important de se battre contre cela. Pour pouvoir le faire, il faut donc parfois s'ouvrir à l'autre. Travailler ensemble, c'est ce qui est vraiment idéal.